



Mission régionale d'autorité environnementale  
Île-de-France

**Procès-verbal de la séance du 2 juillet 2020**  
**de la MRAe d'Île-de-France**

Dûment convoquée par son président, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France s'est réunie le 2 juillet 2020 à 14h00 dans les locaux de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE) et par audioconférence.

Présents : Jean-Jacques Lafitte, François Noisette, Philippe Schmit (membres titulaires ayant voix délibérative), Judith Raoul-Duval (membre suppléant ayant voix délibérative), Catherine Mir (membre suppléant sans voix délibérative), et Noël Jouteur, chargé de mission.

La MRAe a délibéré sur les points suivants inscrits à l'ordre du jour :

### **1. Approbation du PV de la réunion du 18 juin 2020**

Étaient présents et ont délibéré : Jean-Jacques Lafitte, François Noisette, Judith Raoul-Duval et Philippe Schmit.

Le PV de la réunion du 18 juin 2020 est approuvé.

### **2. Retour sur les décisions prises depuis la réunion du collège de la MRAe du 18 juin 2020**

Philippe Schmit rend compte de l'exercice de la délégation de compétence concernant 4 décisions de cas par cas prises depuis la réunion du collège de la MRAe du 18 juin 2020 :

- Révision dite allégée n°7 du PLU de Gonesse (95) : décision de non soumission du 22 juin 2020 ;
- Zonage d'assainissement de Suresnes (92) : décision de non soumission du 23 juin 2020 ;
- Révision du PLU de Vaucourtois (77) : décision de non soumission du 28 juin 2020 ;
- Révision allégée n°1 du PLU de Villeneuve-Saint-Denis (77) : décision de non soumission du 2 juillet 2020.

Cette présentation n'appelle pas de commentaires de la part des membres de la MRAe.

### **3. Adoption de la décision portant délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable**

Étaient présents et ont délibéré : Jean-Jacques Lafitte, François Noisette, Judith Raoul-Duval et Philippe Schmit.

Après discussion, la décision de délégation, telle qu'annexée au présent procès-verbal, est adoptée à l'unanimité et sera transmise à la DRIEE pour publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

### **4. Définition des niveaux d'enjeu et délégation données pour des dossiers de cas par cas**

Étaient présents et ont délibéré : Jean-Jacques Lafitte, François Noisette, Judith Raoul-Duval et Philippe Schmit.

Sont définis les niveaux d'enjeu et, dans le cadre et les limites définis par la décision du 18 juin 2020 et par la décision de ce jour portant délégation en application de l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, délégation de compétence est donnée, pour les dossiers suivants, à :

- 5338 – Modification du PLU de Clichy-la-Garenne (92) (recours gracieux) : niveau d'enjeu : 2, délégataire : François Noisette ;
- 5405 – Modification du PLU de Chelles (77) : niveau d'enjeu : 1, délégataire : Philippe Schmit ;
- 5444 – Modification du PLU d'Ormesson-sur-Marne (94) : niveau d'enjeu : 1, délégataire : Philippe Schmit ;
- 5460 – Modification du PLU d'Herblay-sur-Seine (95) : niveau d'enjeu : 1, délégataire : Philippe Schmit ;
- 5461 – Modification du PLU de Fresnes (94) : niveau d'enjeu : 1, délégataire : Philippe Schmit ;
- 5470 – Modification du PLU de Boulogne-Billancourt (92) : niveau d'enjeu : 1, délégataire : François Noisette ;
- 5472 – Mise en compatibilité du PLU de Vulaines-sur-Seine (77) : niveau d'enjeu : 1, délégataire : François Noisette ;
- 5466 – Élaboration du PLU de Fontaine-le-Port (77) : niveau d'enjeu : 1, délégataire : Philippe Schmit.

## **5. Définition des niveaux d'enjeu, délégation donnée et désignation de coordonnateurs pour avis sur projets**

Étaient présents et ont délibéré : Jean-Jacques Lafitte, François Noisette, Judith Raoul-Duval et Philippe Schmit.

Dans l'état actuel des dossiers et des informations qui lui sont communiquées, ne pouvant anticiper la date limite à laquelle certains avis devront être rendus, la MRAe identifie néanmoins les niveaux d'enjeu et les coordonnateurs suivants, et donne délégation de compétence au président, ou en son absence à François Noisette, pour les dossiers suivants :

- 363 – ZAC Bois du Temple à Puiseux-en-France (95) : niveau d'enjeu : 1, coordonnateur : François Noisette ;
- 364 – Centrale photovoltaïque à Etrechy (91) : niveau d'enjeu : 2, coordonnateur : Noël Jouteur ;
- 365 – Data center à La Courneuve (93) : niveau d'enjeu : 1, coordonnateur : Catherine Mir .

## **6. Retour sur les avis sur plans programmes rendus depuis la réunion du collège de la MRAe du 18 juin 2020**

Philippe Schmit rend compte de l'exercice de la délégation de compétence concernant une absence d'avis sur plan programme rendue depuis la réunion du collège de la MRAe du 18 juin 2020 :

- 5367 – Modification simplifiée du PLU de Condé-Sainte-Libiaire (77) : absence d'avis du 24 juin 2020.

Cette présentation n'appelle pas de commentaires de la part des membres de la MRAe.

## **7. Délibération sur des projets d'avis sur projets**

Étaient présents et ont délibéré : Jean-Jacques Lafitte, François Noisette, Judith Raoul-Duval et Philippe Schmit.

Après délibération, l'avis portant sur le projet suivant est adopté :

- 353 – Projet de centrale solaire à Vémars (95) et Mauregard (77).

Après échanges, l'examen de la proposition d'avis portant sur le dossier n°362, projet SAFRAN de chaîne de traitement de surfaces New Titane à Evry (91), est reporté à la séance du 13 août 2020 sous réserve d'un échange à programmer entre temps avec la société SAFRAN et avec le service de l'inspection des installations classées pour l'obtention d'éléments et d'éclairages complémentaires.

## **8. Points divers**

- Information relative aux nominations à venir au sein de la MRAe ;
- Examen de la note proposée par la DRIEE sur la notion de projet ;
- Questions diverses.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h30.

Fait à La Défense, le 2 juillet 2020



Philippe Schmit,  
président de séance



Mission régionale d'autorité environnementale

Île-de-France

**Décision du 2 juillet 2020 portant délégation en application de l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, abrogeant la décision du 12 juillet 2018 sur le même objet.**

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France, réunie en séance collégiale le 2 juillet 2020, en présence de Judith Raoul-Duval, Jean-Jacques Lafitte, François Noisette, Philippe Schmit, membres ayant voix délibératives,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, L. 122-4, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-6, R. 104-21 et R. 104-28;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment le second alinéa de son article 17 prévoyant que « *la mission régionale d'autorité environnementale du conseil peut donner délégation à un ou plusieurs de ses membres permanents pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas mentionnées aux articles R. 122-18 du code de l'environnement et R. 104-28 du code de l'urbanisme et sur les demandes d'avis mentionnées à l'article L. 122-4 du code de l'environnement et à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme.* » ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2016 relatif au règlement intérieur de la formation et des missions régionales d'autorité environnementale du CGEDD complétant l'arrêté du 7 mai 2012 portant approbation du règlement intérieur du CGEDD,

Vu l'arrêt n°400559 du Conseil d'État du 6 décembre 2017 annulant le 1° de l'article 1er du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale en tant qu'il maintient, au IV de l'article R. 122-6 du code de l'environnement, la désignation du préfet de région en qualité d'autorité compétente de l'Etat en matière d'environnement ;

Vu les arrêtés du 17 avril 2018, du 30 avril 2019, du 18 octobre 2019, du 11 décembre 2019 et du 3 juin 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable;

Vu la décision du 18 juin 2020 de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Île-de-France, portant délégation en application de l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable;

Considérant la nécessité de concilier le respect des délais d'instruction fixés par la réglementation et le maintien d'un examen collégial des décisions,

Décide :

**Article 1er :**

La compétence de statuer sur les demandes d'examen au cas par cas mentionnées aux articles R. 122-18 du

code de l'environnement et R. 104-28 du code de l'urbanisme est déléguée, dans les conditions définies ci-après (Article 2), à:

- Philippe Schmit, président de la MRAe d'Île-de France,
- François Noisette, membre permanent de la même mission.

### **Article 2 :**

Les recours administratifs contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale ne sont pas couverts par le présent article, car devant faire l'objet d'une décision en réunion collégiale.

Pour chaque dossier concerné, le délégataire est identifié par une délibération collégiale de la MRAe. Son nom ainsi que l'identification du dossier concerné figurent au compte-rendu de la réunion collégiale, qui est rendu public sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France (adresse du site des MRAe: <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>).

En cas d'indisponibilité du délégataire, la délégation est automatiquement transférée au suppléant des membres permanents, sauf délibération différente adoptée par la MRAe en réunion collégiale.

Cette délégation ne peut être exercée qu'après:

-une consultation de tous les membres de la MRAe sur tout projet de décision portant obligation de réaliser une évaluation environnementale;

-la réponse d'au moins un membre associé de la MRAe lorsque la MRAe a préalablement identifié un enjeu de niveau 2 ou 3 au sens de l'article 3 paragraphes V et VII de la convention passée entre la MRAE et la DRIEE;

-en tant que de besoin, une consultation de tous les membres de la MRAe sur les autres projets de décision dispensant de réaliser une évaluation environnementale.

Le délégataire porte simultanément à la connaissance de tous les membres de la MRAe la proposition de décision transmise par les agents de la DRIEE apportant leur appui technique à la MRAe et placés sous son autorité fonctionnelle, et son propre projet de décision. Tout désaccord éventuel sur un projet de décision est signalé par courriel au délégataire, avec copie au président, avant signature de la décision.

Si le projet de décision propose une dispense d'évaluation environnementale, les réactions argumentées visant à soumettre à évaluation environnementale doivent analyser, à propos du plan, schéma, programme ou document de planification concerné, chacun des deux critères visés à l'annexe II de la directive n°2001/42/CE.

En cas de désaccord entre le délégataire et un membre de la MRAe sur le sens de la décision, le délégataire doit informer par courriel l'ensemble des membres de la MRAe des éléments de fait ou de droit qui l'ont conduit à opter pour la solution retenue.

### **Article 3 :**

La compétence de statuer sur les demandes d'avis mentionnées aux articles L. 122-4 du code de l'environnement, L. 104-6 du code de l'urbanisme et L. 122-1 du code de l'environnement est déléguée, dans les conditions définies ci-après (Article 4), à:

- Philippe Schmit, président de la MRAe d'Île-de France,
- François Noisette, membre permanent de la même mission,

### **Article 4:**

La délégation visée à l'article 3 ne peut concerner que les plans, schémas, programmes, documents de planification ou projets pour lesquels la MRAe a préalablement identifié un enjeu de niveau 1 ou 0 au sens de l'article 3 paragraphes V et VII de la convention passée entre la MRAe et la DRIEE.

Pour chaque dossier concerné, le délégataire est identifié par une délibération collégiale de la MRAe. Son

nom ainsi que l'identification du dossier concerné figurent au compte-rendu de la réunion collégiale, qui est rendu public sur le site internet de la MRAe d'Île-de-France (adresse du site des MRAe: <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>).

En cas d'indisponibilité du délégataire, la délégation est automatiquement transférée au suppléant des membres permanents, sauf délibération différente adoptée par la MRAe en réunion collégiale.

Cette délégation ne peut être exercée qu'après:

- une consultation de tous les membres de la MRAe sur le projet d'avis,
- la réponse d'au moins un membre associé de la MRAe.

Le délégataire porte simultanément à la connaissance de tous les membres de la MRAe la proposition d'avis transmise par les agents de la DRIEE apportant leur appui technique à la MRAe et placés sous son autorité fonctionnelle, et son propre projet.

Les réactions et suggestions des membres consultés doivent être argumentées. Le délégataire doit informer par courriel tous les membres de la MRAe des éléments de droit ou de fait qui, de son point de vue, expliquent les formulations qu'il a finalement retenues à l'issue de cette consultation.

**Article 5:**

Il est rendu compte par chacun des délégataires mentionnés aux articles 2 et 4, au cours de chaque séance de délibération collégiale de la MRAe, des décisions et avis pris en application de la délégation qui leur a été consentie, et le cas échéant des questions particulières qui ont été posées: ce compte-rendu périodique vise en particulier à s'assurer de la cohérence des décisions prises ou avis adoptés.

**Article 6 :**

La présente décision annule et remplace la décision du 18 juin 2020 et les décisions antérieures portant sur le même objet.

**Article 7 :**

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Île-de-France.

Certifié conforme à la délibération du 2 juillet 2020.

Fait à Paris, le 2 juillet 2020.

Le président de la MRAe Île-de-France



Philippe Schmit